

Depuis le coup d'état manqué du 15 juillet 2016, un régime de dictature s'instaure en Turquie. Il renforce la situation de guerre menée depuis des années au Kurdistan. Ce bulletin a pour objectif de faire le point sur la situation et de mettre en valeur les initiatives prises par les syndicats de Solidaires afin d'en développer d'autres. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire.

Edito

En ce début d'année 2017, la répression ne fait que s'accroître en Turquie et ses répercussions se font sentir dans les secteurs de la vie quotidienne : éducation, travail, vie publique et politique, pouvoir d'achat... Malgré des résistances nombreuses, l'état dictatorial se renforce de jour en jour. Fin janvier, on s'approchait de près de 5000 militant.e.s du HDP ayant été arrêté.e.s.

L'inquiétude est d'autant plus forte que courant janvier, a été adopté par le parlement un projet de réforme constitutionnelle qui va venir ancrer dans le droit les pleins pouvoirs du président Erdogan. En effet, cette réforme dont il est question depuis de nombreux mois va faire passer la Turquie d'un régime parlementaire à un régime présidentiel avec un président tout puissant qui pourra gouverner par décret, le parlement se réduisant à une chambre d'enregistrement. Le poste de premier ministre, qui actuellement est supposé détenir le pouvoir serait supprimé, remplacé par deux vice-présidents nommés par le président. Cette réforme sera soumise à référendum en avril. La campagne pour le non a été lancée et elle rencontre un large écho, les enquêtes semblent même donner le non majoritaire, ce qui enrage le régime, qui redouble de répression pour tenter d'entraver l'organisation de la campagne du non et de faire taire toute expression du non. La répression est dure : amendes, arrestation et tentatives de meurtres. Ces empêchements de campagne visent aussi à l'écrasement définitif du mouvement kurde. Les syndicats membres de KESK et DISK ont eux aussi largement pris position pour le non aux modifications et font l'objet de répressions très dures.

En réponse, c'est à petits pas que s'organise le soutien en France, une délégation intersyndicale se prépare pour le mois de mars. Ce même mois auront lieu au Kurdistan les célébrations du Newroz qui depuis le début des années 90 sont l'occasion de faire vivre la résistance, il y a malheureusement fort à parier qu'elles seront réprimées. Des délégations depuis le monde entier devraient essayer de s'y rendre.

AU SOMMAIRE :

Mourir en travaillant
Campagne du "non" au référendum de
changement de constitution
Grève de la faim en prison
Répression syndicale
Répression contre le mouvement kurde
Egitim-Sen, toujours dans la lutte
Portofolio : les luttes continuent !

Mourir en travaillant pour payer ses études

Le 3 février 2017, un étudiant Kurde de 22 ans qui était venu à Istanbul pour travailler dans le bâtiment durant l'inter-semestre afin de financer ses études est mort au travail après qu'un bloc de béton lui soit tombé dessus. Il est l'une des dernières victimes mortelles de la course au profit dans le royaume du capitalisme autoritaire et anti syndical de l'AKP. En 2016, 1970 ouvrier.e.s sont décédé.e.s dans des accidents du travail, ce qui représente un record dans l'histoire de la Turquie. Le chiffre des morts au travail en 2014 était de 1886, en comptant l'accident provoqué par les négligences des patrons dans la mine de Soma qui avait provoqué la mort de plus de 300 mineurs en 2014.

Les accidents mortels du travail ne cessent donc d'augmenter, avec une hausse brutale (+9%) suite à l'instauration de l'état d'urgence. Parmi les personnes décédées au travail en 2016, 1682 étaient ouvrier.e.s ou fonctionnaires, 288 paysan.ne.s ou commerçant.e.s, 56 sont des enfants, 99 des femmes et 96 des migrant.e.s, catégories les moins protégées par le droit du travail et le plus exposées aux risques.

« Non » au référendum sur le changement de la constitution

Campagne du « Non » et répression

Le projet de loi pour un changement de constitution est passé au parlement le 21 janvier 2017. Il va maintenant être soumis à référendum au mois d'avril dans un contexte de répression contre toutes les forces d'opposition et contestataires, contre la presse d'opposition et indépendante, et alors que des milliers de militant.e.s du HDP et du DBP, des partis révolutionnaires de gauche et des syndicats de lutte, forces qui résistent à ce projet sont incarcéré.e.s, arrêté.e.s, torturé.e.s tous les jours, alors que les député.e.s et co-président.e.s du HDP, seul parti à l'Assemblée qui résiste à ce projet sont en prison depuis des mois. Le contexte dans lequel se déroule la campagne rappelle fortement celui du changement de constitution de 1982, qui soumettait à approbation un nouveau projet de constitution, après deux ans de répression sanglante par la junte militaire, et alors que des milliers d'opposant.e.s étaient encore détenu.e.s, que la torture continuait à viser tou.te.s celles qui protestaient.

Actuellement ce sont en moyenne 10 personnes faisant la campagne du non qui sont arrêtées par jour. Les partisan.ne.s du « non » sont criminalisé.e.s, stigmatisé.e.s. Quelques exemples parmi d'autres : le 18 janvier 2017, 38 personnes actives dans la préparation de la campagne du « non » ont été arrêtées à Hatay. Parmi elles se trouvaient les co-président.e.s du HDP local, des membres du syndicat Egitim-Sen et de divers partis de gauche. Les 38 personnes (dont plusieurs

syndicalistes), ont été libérées après 12 jours de garde à vue. Le 20 janvier 2017, c'est un commerçant de Bursa qui a été arrêté et placé en garde à vue suite à la dénonciation d'un « citoyen » qui l'aurait entendu dire son intention de voter « non » au référendum. Il a ensuite été libéré après avoir été déféré devant le juge. Des étudiant.e.s ont été mis en garde à vue pour avoir fait la propagande du « non » dans les transports publics. A Istanbul, des activistes menant la campagne du « non » ont été menacés par un individu armé alors qu'ils faisaient de l'affichage. A Antalya, des personnes qui affichaient pour le « non » ont été mis en garde à vue puis condamnées à des amendes.

Le 5 février 2017, à Istanbul la police a attaqué des militant.e.s qui tenaient un stand et distribuaient

des tracts pour le « non ». La police a gazé et des policiers ont sorti leur armes et menacé de tirer. Ce ne sont que quelques exemples du climat de répression envers cette campagne.



Couverture du journal "Penguin". Pour le vote, deux choix : "Evet" ("Oui") ou "Terörist".

Campagne "facture du régime présidentiel"

Une campagne « facture du régime présidentiel » a été organisée pour mettre en avant le coût économique pour la population de la stratégie dictatoriale du régime AKP. Ces factures, sous la forme de facture d'électricité ou de gaz ont été distribuées dans des milliers de boîtes aux lettres par les militant.e.s de la campagne du « non ». On y voit l'augmentation du coût du gaz, de l'électricité, de l'essence, de la dette extérieure, le recul des droits et libertés avec la fermeture de centaines d'associations, d'organes de presse, les licenciements de masse dans la fonction publique, les mairies mises sous tutelle, ainsi que les dizaines d'incarcérations et les centaines de morts dû aux attentats. En bref, la facture du système présidentiel c'est la guerre, la crise économique, l'autoritarisme, la répression.

Le conditionnement des partisans du oui

Lors d'un discours pour l'inauguration d'un hôpital à Mersin, Erdoğan demande à ses partisans : " Il y avait avant un système de santé où ceux qui entraient à l'hôpital en bonne santé sortaient malade... voulez-vous le retour de l'ancien système ?" D'une seule voix, ils répondirent : "Ouiiiiiiiiiiiiiiiii !"

Début février, le ministère de la santé a retiré de la circulation des flyers pour une campagne pour l'arrêt de la cigarette au prétexte qu'il y était écrit en gros "NON à la cigarette".

Les syndicats et la campagne du « non » : « le système présidentiel nuit à la santé des travailleurs et travailleuses. »

Les syndicats de lutte (DISK et KESK) ont tous deux annoncé leur engagement dans la campagne du « non », au côté des autres forces sociales d'opposition de gauche, pour dire « non » au fascisme et à la dictature. DISK a déclaré « Pour les droits des travailleurs, pour les droits syndicaux, pour un développement humain, non au système présidentiel ! Non à cette Constitution qui ne reconnaît pas les droits des travailleurs ! »



Photo : Kesk

Les femmes syndicalistes de KESK ont déclaré leur opposition dans ces termes « A ceux qui veulent nous mettre en captivité par un régime d'exception devenu permanent, nous répondons par notre mémoire historique et par notre résistance et notre révolte qu'ils n'ont pas pu épuiser. Nous ne sommes pas consentantes pour une modification de la constitution dans laquelle les droits et libertés fondamentales sont supprimées, la répression et la violence augmentée par la main du pouvoir, une constitution qui concentre dans les main d'une seule autorité (masculine) tous les pouvoirs, qui ne reconnaît même pas le droit à l'existence de celles qui ne se soumettent pas à lui, et dans laquelle rien n'est dit sur les droits de femmes.

Nous disons « NON ». Ce projet de constitution supprime la séparation des pouvoirs et concentre tous les pouvoirs dans les mains d'une seule autorité. Ce projet constitue une attaque en règle contre plus de cent ans d'expériences et de conquêtes des luttes démocratiques et des luttes des femmes en Turquie. »

Dans une déclaration, 5 février 2017, les travailleurs et travailleuses de la santé syndiqué à SES ont déclaré leur intention d'organiser le « non » et ont dit « le système présidentiel nuit à la santé ». « Le système présidentiel qui va provoquer la disparition de la démocratie et des droits humains, la captation des services publics par les confréries et les partisans du pouvoir, la soumission du peuple à travers ces institutions, l'ignorance des demandes des Kurdes, des Alévis, des femmes, des travailleurs.se.s et de tout.e.s celles et ceux qui ne soutiennent pas le pouvoir, l'aggravation de la guerre, des bombes, de la faim et de la misère est nuisible à la santé. Pour le droit à la santé gratuit, égalitaire, de qualité et dans la langue maternelle pour toutes et tous, nous disons « non ». »

Le syndicat de la fonction publique Türkiye Kamu-Sen, a déclaré sa position en faveur du « non » au référendum. Suite à cette annonce, son siège général a été attaqué par les nationalistes à deux reprises fin janvier. Le 12 février 2017 c'était le secrétaire général du syndicat Türk Büro-Sen (affilié à Kamu-Sen), qui a été attaqué par arme à feu en rentrant à son domicile après qu'il ait déclaré prendre position en faveur du « non ».

Répression anti-syndicale

25 janvier 2017

37 enseignant.e.s du syndicat de l'éducation Eğitim Sen, de la confédération syndicale KESK, ont été mis.e.s en garde à vue pour avoir participé à une grève en 2015.

26 janvier 2017

10 membres de la section Diyarbakir d'Egitim-Sen qui étaient en détention depuis 130 jours ont été libéré.e.s. ● ● ●

Grève de la faim dans les prisons

Le 7 février 2017, 93 prisonniers kurdes de la prison de Sakran (Izmir) ont entamé une grève de la faim pour protester contre la confiscation de tous leurs droits et les pratiques de torture et de mauvais traitements envers eux et leurs familles.

Le 6 février 2017, le prisonnier révolutionnaire anarchiste Süvarioğulları, a mis fin à sa grève de la faim commencée il y a deux mois suite aux mauvais traitements et aux privations de droits qui ont suivi son transfert dans cette même prison. Il a obtenu satisfaction concernant les revendications principales.

● ● ● Un autre enseignant membre d'Egitim-Sen Diyarbakir incarcéré lui aussi depuis le mois de septembre a été libéré le 31 janvier 2017. Les trois autres ont été libérés le 7 février. Il reste encore de nombreux syndicalistes en prison.

4 février 2017

33 syndicalistes de KESK mis.e.s en garde à vue à Ankara et Malatya, ils et elles ont été arrêté.e.s lors de manifestations pour la réintégration des syndicalistes licencié.e.s et suspendu.e.s organisées par KESK.

7 février 2017

Un nouveau décret loi a renvoyé 4 464 fonctionnaires de la fonction publique. Parmi lesquels 330 universitaires dont 115 universitaires signataires de la pétition pour la paix, 136 universitaires membres d'Egitim-Sen. Cela porte à 4 811 le nombre total d'universitaires licenciés par décret. Ismet Akça, universitaire de gauche licencié par ce décret a déclaré "Par ces licenciements ils essaient de faire taire tout ceux qui ne pensent pas comme le pouvoir. Ils essaient d'anéantir tout le monde. Cela ne se produit pas seulement dans les universités, mais dans tous les espaces, dans toutes les institutions."

Le décret a majoritairement touché des enseignant.e.s, avec 2585 enseignant.e.s licencié.e.s par ce décret. Parmi eux se trouvent des centaines de membres et de dirigeant.e.s du syndicat Egitim-Sen. Le président général du syndicat Kamuran Karaca a déclaré "Lorsqu'on regarde les limogeages qui ont cours depuis des mois, on voit que ce sont les académicien.ne.s, les enseignant.e.s et les fonctionnaires démocrates, contestataires, et de gauche qui ont été licencié.e.s. Après le coup d'État c'est une véritable vague d'écrasement qui est menée contre les forces démocrates. Tout recours par le droit est devenu impossible, tout le monde a perdu la confiance dans la justice." La solidarité financière est plus que jamais nécessaire.

La répression contre le mouvement kurde continue

Contre les membres du HDP

Meral Danis Bestas et Ayhan Bilgen ont été incarcéré.e.s le 30 janvier 2017, tandis que Idris Baluken et Ahmet Türk ont été libérés le 31 janvier et le 4 février 2017. En trois mois, 27 député.e.s du HDP ont été mis.e.s en garde à vue. 12 sont encore otages du régime. Selon le HDP dans les 6 derniers mois, 4 966 membres du HDP ont été mis en garde à vue, 1 478 d'entre eux incarcéré.e.s. depuis juillet 2015, 35 co-président.e.s de section départementale du HDP ont été incarcéré.e.s, et 97 co-président.e.s de district. Actuellement, encore 26 co-président.e.s de section départementale, 82 co-président.e.s de section de district, 1 co-présidente d'agglomération, 3 membres du Conseil Exécutif, 4 membres de l'assemblée du parti et plus de 750 dirigeant.e.s de section départementales ou de district sont incarcéré.e.s.

25 janvier 2017

6 étudiant.e.s de l'université de Düzce ont été emprisonné.e.s pour avoir participé aux commémorations du massacre de Roboski. Exemple parmi des centaines des incarcérations d'étudiant.e.s.

9 février 2017

Vague d'arrestation contre les militant.e.s et dirigeant.e.s du HDP et du DBP. 80 personnes ont été arrêtées et mises en garde à vue à Istanbul, Adana et Agri. Ces opérations visent d'une part la seule force politique présente au parlement qui organise la campagne du "non" au référendum sur le changement de constitution qui légalise la dictature et d'autre part les personnes qui organisaient les campagnes de solidarité avec Cizre, alors qu'on commémore les massacres de Cizre un an après.

13 février 2017

318 personnes ont été arrêtées dans une vaste rafle policière contre les militant.e.s de la campagne du « non » au référendum. Ces arrestations visent le HDP-HDK, le DBP, le mouvement des femmes Kurdes (TJA), et des syndicalistes d'Eğitim Sen. Ce type de rafle est devenu désormais quotidien. Elles visent à empêcher et criminaliser la campagne du "non" au référendum et à écraser le mouvement kurde. Ces arrestations interviennent alors que la plupart des enquêtes donnent le "non" majoritaire et après qu'Erdogan ait déclaré "Le résultat de ces enquêtes va changer" comprendre, "on va faire disparaître toute expression d'opposition".

Egitim Sen, le syndicat des enseignant-e-s, toujours dans la lutte

Rencontre avec deux syndicalistes exilé-e-s [extraits]

A Paris, le 1er février 2017.

Egitim-Sen syndique les personnels de l'éducation dans toute la Turquie, notamment au Kurdistan. Leila et Kadri, enseignant-e-s à Viransehir (petite ville du Kurdistan), ont dû fuir la Turquie en mai 2016 sous la menace de lourdes peines de prison suite à leur participation aux manifestations contre les opérations militaires de l'État turc dans les villes kurdes à l'automne 2015. Ils ont aussi été licenciés de la fonction publique. Ils n'ont aujourd'hui pas d'espoir de retourner en Turquie et souhaitent s'installer en France où ils espèrent pouvoir de nouveau enseigner.

Êtes-vous encore en contact avec vos collègues resté-e-s en Turquie ?

Oui, le climat entre les collègues dans les établissements scolaires est désastreux. Il y règne une atmosphère de peur et de suspicion. Les collègues n'osent pas parler entre eux de ce qui se passe par crainte de la délation (encouragée par le pouvoir). À tel point que nombre de nos camarades n'osent plus se réclamer d'Egitim-Sen voire quittent le syndicat. Les autres syndicats, qu'ils soient kémalistes ou proches de l'AKP (parti d'Erdogan), ne sont pas victimes de la répression et ne nous soutiennent absolument pas.

Comment s'est traduit le tournant dictatorial du régime Erdogan dans le domaine éducatif ?

Comme dans l'armée, la justice et la police, le pouvoir veut profiter du prétexte du coup d'État pour faire le ménage dans le secteur éducatif. S'il y a une tendance à vouloir éliminer toute trace de laïcité, il ne faut pas penser pour autant que la priorité du pouvoir turc soit d'islamiser les jeunes turcs. Son objectif premier c'est d'abord de produire des jeunes sans esprit critique, prêts à obéir au régime sans ciller.

Interview à lire en intégralité dans le prochain journal de Sud éducation.

Les syndicalistes d'Egitim-Sen exilé-e-s en France ont besoin de notre soutien. Ils souhaitent notamment pouvoir bénéficier de cours de français afin de pouvoir espérer enseigner de nouveau en France. Si vous êtes volontaire pour donner des heures de cours de français à partir de la rentrée 2017 (à Paris) écrivez à contact@sudeducation94.org.

Coin Solidaires

Dernièrement, Solidaires continue un travail intersyndical de soutien aux luttes en Turquie et au Kurdistan, notamment avec la CGT.

Le syndicat Solidaires étudiant-e-s de l'EHESS a aussi organisé un meeting contre la répression en Turquie, en présence d'étudiant-e-s et d'universitaires turques.

Le lendemain avait lieu la projection du film "La guerre des filles", sur les femmes kurdes combattantes.

Luttes et manifestations

Le dernier décret-loi du 7 février a ordonné le limogage de 2.585 employé-e-s du ministère de l'Education (enseignant-e-s et universitaires).



De nombreuses manifestations de soutien ont eu lieu, rassemblant étudiant-e-s, enseignant-e-s, élèves et leur familles, comme à Ankara, Istanbul, Aydin, Izmir.

Aynur Barkın, dirigeante de la section n° 7 d'Egitim-Sen et limogée par le dernier décret a déclaré : "[...]Notre place ainsi que ce que nous défendons est juste. Je travaille depuis 15 ans. Durant ces 15 ans j'ai été dans la lutte pour un enseignement gratuit, scientifique, laïque et dans la langue maternelle, je continuerai à mener cette lutte. Notre métier d'enseignant n'est pas dépendant de leur bon vouloir. Nous continuerons dans la rue à enseigner, et notre premier cours portera sur comment on vainc le fascisme."

Un groupe Turquie / Kurdistan a été fondé au sein de la commission internationale. Il s'est doté d'une liste mail biji@solidaires.org / Vous pouvez faire remonter vos adresses si vous êtes intéressé.e.s.

Portofolio : les luttes continuent !

Grève dans la Métallurgie



Le 20 janvier 2017, 2 200 ouvriers de la métallurgie syndiqués au syndicat Birleşik Metal İş (DISK) se mettaient en grève sur 29 lieux de travail. La décision de la grève avait été prise un mois auparavant pour réclamer des augmentations de salaires. Le jour même, le gouvernement annonçait le report de 60 jours, c'est à dire l'interdiction de la grève, invoquant des risque de « troubles à la sécurité nationale ». Ce n'est pas la première fois qu'une grève de métallurgistes est interdite. La réponse des ouvriers a été ferme : « En tant qu'ouvriers membre de Birleşik Metal İş, nous ne reconnaissons pas et ne nous soumettons pas à la décision d'interdiction de la

grève par le gouvernement. Nous allons défendre le droit de faire grève durant les négociations de convention collectives, qui est l'une des conquêtes de la classe ouvrière ». La grève a pris fin le 24 janvier suite à un accord entre le syndicat Birleşik Metal İş, le ministère du travail et le syndicat des patrons de la métallurgie. Il a permis d'obtenir des augmentations de salaires de 7 % sur le salaire horaire, une augmentation des aides sociales de 27 %... L'accord prévoit également un congé payé de 4 jours dans le cas de décès familiaux et un jour de congé payé pour la journée des handicapé.e.s. Birleşik Metal İş, a déclaré « Nous avons gagné par la grève, contre l'interdiction de la grève. Cet accord est une première du point de vue des conquêtes obtenues et [...] est d'une importance capitale [car] l'interdiction de la grève a été surmontée de fait par cette lutte. »



Photos : Birleşik Metal İş

Dans la fonction publique

Comme nous le disions précédemment, de nombreuses manifestations et rassemblements ont eu lieu pour lutter contre le dernier décret-loi et les limogeages de la fonction publique de plusieurs milliers d'enseignant.e.s et centaines d'universitaires.



Manifestation de femmes de Kesk à Istanbul, contre les licenciements et pour la libération de leurs camarades.
Photo : Evrensel



Familles et écoliers manifestent pour protester contre le licenciement de leurs enseignant.e.s. Photo : Evrensel